

RGPD : Quelles actions sont à mettre en œuvre aujourd'hui pour assurer la mise en conformité des pratiques avec les nouvelles règles ?

Notre métier en RGPD et en CYBER : Auditer, Expertiser, Accompagner, Former et Informer



RGPD : Quelles actions sont à mettre en œuvre aujourd'hui pour assurer la mise en conformité des pratiques avec les nouvelles règles ?

Le Règlement Général sur la Protection de Données (RGPD) est entré en application au 25 mai 2018 et toutes les entreprises, administrations et associations et leurs sous-traitants ne s'y sont toujours pas préparés. Or, quelle que soit leur taille, elles sont toutes concernées et risqueront, en cas de manquement, des sanctions financières jusqu'alors inégalées. Quelles actions sont à mettre en œuvre aujourd'hui pour assurer la mise en conformité des pratiques avec les nouvelles règles ?

Il importe d'auditer dès aujourd'hui les pratiques internes des différents services de l'entreprise (marketing, RH, IT...), mais également celles de ses partenaires.

Une étude des outils contractuels en place est également nécessaire, s'agissant en particulier des contrats avec les prestataires, des chartes internes, CGU, mentions d'information lors de la collecte des données... pour s'assurer de leur pertinence.

Une fois cet audit réalisé, les actions de mise en conformité seront identifiées et pourront être initiées : mise en place d'un registre, désignation d'un DPO, modification des contrats ou clauses contractuelles, sécurisation des traitements, refonte des CGU et formules d'information, etc.

Une cartographie des traitements et la mise au point d'un référentiel des finalités et des traitements permettront de comprendre l'état des pratiques, d'alimenter le suivi des formalités et les évolutions nécessaires, et d'établir l'existence de pratiques conformes et à jour au regard du RGPD en cas de contrôle des autorités.

Accompagnant depuis 2012 de nombreux établissements, Denis JACOPINI, Expert informatique diplômé en cybercriminalité, certifié en gestion des risques sur les systèmes d'information (ISO 27005) et formé par la CNIL depuis 2011 sur une trentaine de thèmes, est en mesure de vous accompagner dans votre démarche de mise en conformité RGPD.



Besoin d'un expert pour vous mettre en conformité avec le RGPD ?

Contactez-nous

Accompagné de son équipe d'auditeurs et de formateurs, notre Expert, Denis JACOPINI est spécialisé en cybercriminalité et en protection des Données à Caractère Personnel, formateur depuis 1998 et consultant depuis 1996. Avec bientôt une **expérience d'une dizaine d'années** dans la mise en conformité avec la réglementation relative à la Protection des Données à Caractère Personnel, de formation d'abord technique, Correspondant CNIL en 2012 (CIL : Correspondant Informatique et Libertés) puis en 2018 Délégué à la Protection des Données, en tant que praticien de la mise en conformité et formateur, il lui est ainsi aisé d'accompagner les organismes dans leur démarche de **mise en conformité avec le RGPD**.

« Mon objectif, vous assurer une démarche de mise en

conformité validée par la CNIL. ».

Nous vous aidons à vous mettre en conformité avec le RGPD de 2 manières :



Quelques articles sélectionnés par nos Experts :

Comment se mettre en conformité avec le RGPD

Accompagnement à la mise en conformité avec le RGPD de votre établissement

Formation RGPD : L'essentiel sur le règlement Européen pour la Protection des Données Personnelles

Comment devenir DPO Délégué à la Protection des Données

Des guides gratuits pour vous aider à vous mettre en conformité avec le RGPD et la CNIL

Mise en conformité RGPD : Mode d'emploi

Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016

DIRECTIVE (UE) 2016/680 DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL du 27 avril 2016

Comprendre le Règlement Européen sur les données personnelles en 6 étapes

Notre sélection d'articles sur le RGPD (Règlement Européen sur la Protection des données Personnelles) et les DPO (Délégués à la Protection des Données)

Réagissez à cet article

Source : *Le RGPD en 10 questions. Par François-Xavier Boulin, Avocat.*